

Olivier DE SCHUTTER

La transition écologique, c'est quelque chose de désirable

Interview et texte : Brigitte GERARD

Diplômé en droit, **Olivier DE SCHUTTER** est passionné par tout ce qui touche aux droits fondamentaux et aux questions liées à la mondialisation économique. Professeur universitaire, son parcours l'a également amené à devenir rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'alimentation et aujourd'hui sur l'extrême pauvreté et les droits de l'homme. Des problématiques étroitement liées à celle de la transition écologique, devenue un de ses chevaux de bataille.

Quelle est votre mission en tant que rapporteur spécial de l'ONU?

Olivier DE SCHUTTER : Mon rôle est d'être en quelque sorte le porte-parole des personnes en grande pauvreté à l'échelle internationale, de traduire leurs préoccupations en termes de recommandations politiques, de travailler avec des acteurs pour mettre la pression sur les gouvernements afin qu'ils avancent dans l'éradication de la pauvreté.

Quels liens faites-vous entre les thématiques telles que l'alimentation ou la pauvreté et la transition écologique ?

OD : Quand j'étais rapporteur spécial sur l'alimentation, entre 2008 et 2014, j'ai beaucoup travaillé sur les impacts environnementaux de l'alimentation et sur les moyens d'opérer la transition vers l'agroécologie. Aujourd'hui, je continue ce combat. Le prochain rapport que je remettrai à l'Assemblée générale des Nations Unies concernera la transition juste, c'est-à-dire la manière de prendre en compte les droits des personnes en grande pauvreté, la réduction des inégalités dans la transition vers une économie bas carbone et plus durable. Je veux montrer combien c'est compatible.

Y a-t-il des freins au développement de systèmes alimentaires plus durables ?

OD : Le problème principal vient de l'accent mis au cours des 50 dernières années sur l'augmentation des volumes produits comme manière de

réduire le coût de l'alimentation pour les ménages... Et cela, au détriment du respect des écosystèmes, de la santé des sols, de la biodiversité mais aussi d'une rémunération digne pour les agriculteurs/trices. Il faut plutôt soutenir les ménages en difficultés par des politiques sociales de redistribution des revenus, par la garantie d'un salaire minimum décent, pour leur permettre d'avoir accès à une alimentation de qualité qui rémunère dignement le/la producteur/trice. Ce changement suppose un investissement dans le long terme.

Les initiatives individuelles prises dans l'optique d'une transition écologique peuvent-elles avoir un réel impact ?

OD : Les « écogestes » de tout un chacun n'ont pas en tant que tels un impact à une échelle suffisante pour inverser la tendance. Mais il y a deux nuances à apporter. La première, c'est qu'il y a une sorte de cercle vicieux entre l'attitude des consommateurs/trices individuel(le)s et celle des politiques. Ceux-ci n'osent pas changer les choses parce que, d'après eux, les gens ne sont pas prêts à changer et on ne peut pas les y forcer. Et les individus disent que cela ne peut pas changer tant que le cadre dans lequel on évolue n'est pas transformé. Pour engager les politiques à modifier l'environnement alimentaire, il est important d'envoyer un signal par un changement de mode alimentaire. Ce ne sont pas les « écogestes » en tant que tels qui ont un impact, mais le message qu'ils envoient au

politique. Deuxième remarque, les modes alimentaires se transmettent de personne à personne, de ménage à ménage, comme toutes les normes sociales. Ces modes alimentaires évoluent. Et le fait d'adopter tel ou tel comportement et de le faire savoir peut en influencer d'autres et avoir des impacts à l'échelle sociétale. On constate aujourd'hui, par exemple, une diminution de la consommation de viande rouge. De plus en plus de gens vont vers des produits locaux et de saison. Je crois que ce glissement des normes sociales est en train de s'opérer en matière de mobilité, d'énergie, d'alimentation...

La crise sanitaire peut-elle faire accélérer les choses dans le bon sens ?

OD : Je suis assez dubitatif. Pendant la crise, on a par exemple vu beaucoup d'intérêt pour les circuits courts, mais leur développement n'est pas soutenable si les politiques ne l'appuient pas. Et il y a d'autres difficultés. Beaucoup de gens ont subi le confinement comme une période de restrictions à leur liberté. Le discours dominant que j'entends, c'est de vite retourner à la vie d'avant. Les gens ont l'impression que la transition écologique sera un long chemin de sacrifices comme l'a été le confinement. Il faut clairement dire que la transition écologique, ce ne sont pas des restrictions, ce n'est pas triste, ce n'est pas se replier sur la sphère privée ou la sphère familiale. C'est au contraire la convivialité, un mode de vie plus équilibré et quelque chose qui est désirable. Par



Photo : Benoît DIVE

ailleurs, les gens ont fait des sacrifices pour protéger les autres, mais aussi eux-mêmes. Je ne suis pas sûr qu'ils soient prêts à opérer des changements importants de leur mode de vie. Ce n'est pas 6 mois sans voiture ou sans viande rouge qui vont mettre fin à la crise climatique. La transition écologique, c'est sur du long terme et il faut faire en sorte que personne ne soit perdant, qu'au contraire, nous y gagnions tous avec le passage à une société plus conviviale et solidaire. Je regrette que l'obsession du court terme conduise les politiques à encourager à consommer plus pour relancer la machine, alors qu'il faudrait dire qu'aujourd'hui, pour sortir de l'impasse écologique, la seule possibilité est de revoir les modes de consommation, pour consommer mieux, de manière plus responsable.

Quel regard portez-vous sur le mouvement des jeunes pour le climat ?

OD : Ce mouvement risque de s'éssouffler, parce qu'il n'a pas débouché sur des initiatives importantes de la part des autorités publiques. Et il y a un risque de fragmentation. Une frange de plus en plus significative de ces personnes est tentée par des modes de manifestation plus perturbants. Il faut que le mouvement se donne de nouveaux objectifs et

moyens d'action. Avec d'autres, nous réfléchissons à un mouvement qui réunirait les acteurs soucieux de lutter contre le changement climatique et d'alerter les gouvernements, pour, à intervalles réguliers, proposer des campagnes de sensibilisation sur certains gestes à poser, qui soient en même temps des interpellations au monde politique. Par exemple, en disant que l'été, on ne prend pas l'avion et on attend des gouvernements qu'ils rendent le train beaucoup plus abordable.

Quel rôle peut jouer l'école en matière de sensibilisation des jeunes sur ces thématiques ?

OD : L'éducation est pour moi un levier fondamental ! D'abord, la porte d'entrée de l'alimentation est une excellente manière d'enseigner des matières comme la biologie, la chimie, la géographie... J'ai donné beaucoup de conférences en secondaire et je suis épaté de voir combien, à partir des questions d'alimentation, les enseignant(e)s de ces trois branches peuvent rendre le cours vivant, intéressant et pertinent pour les élèves. Mais surtout, l'école est le seul lieu dans la société où tous les groupes sociaux se retrouvent plus ou moins à égalité. On touche toutes les couches sociales. Les messages que les en-

fants ramènent dans les familles les amènent à se poser des questions qu'elles ne se poseraient pas sinon. L'enfant amène une nouvelle culture alimentaire à la maison et les écoles sont des lieux privilégiés où rapprocher producteurs et consommateurs. De nombreuses écoles se posent la question du cahier des charges de la cantine et de savoir comment les producteurs locaux qui pratiquent l'agriculture raisonnée, voire bio, peuvent être récompensés dans leurs cahiers des charges. Comme levier permettant de réancrer l'alimentation dans les territoires et relocaliser l'alimentation, c'est un lieu extraordinaire !

Je crois beaucoup au fait d'apprendre en faisant. Pour comprendre la photosynthèse ou les processus de réaction chimique, quelle meilleure école que celle du potager et de la cuisine ? Je suis pour qu'on introduise des cours de cuisine dans les écoles !

Ce qui me frappe avec la nouvelle génération d'étudiants, c'est qu'ils sont très intéressés au changement social, ils veulent s'engager, agir. J'en connais beaucoup qui s'engagent dans des démarches de transition, qui n'attendent pas que les solutions viennent d'ailleurs. Ils en ont marre d'attendre ! ■